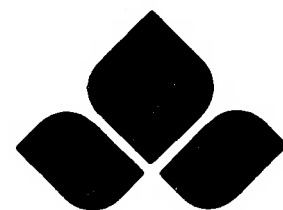


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

changer d'homme pour changer de politique



M 2242 - 397 - 7 F DU 1^{er} FÉVRIER AU 14 FÉVRIER 1984 - 14^{ème} année - No 397 - 7 F

courrier

A PROPOS DE L'ARTICLE «UNE MONARCHIE AMÉRICAINE»

La magistrature morale exercée par la reine Elisabeth mérite le respect des monarchistes français car la monarchie britannique a su conserver ses traditions tout en s'adaptant au monde moderne. Au surplus le courage du roi Georges VI pendant la seconde guerre mondiale le soutien qu'il apporta à Churchill dans sa lutte contre Hitler en 1940, la reconnaissance qu'il garda toujours au général de Gaulle - l'allié des mauvais jours - et les conseils de modération qu'il donna à son bouillant premier ministre lors des conflits entre la France libre et l'Angleterre sont pour un Français, autant de motifs d'estime envers cette famille royale d'un pays ami.

Mais si nous avons une dette envers elle, nous en avons également envers nos «cousins» canadiens français. Le traité de 1763 qui les assujettit fut, en effet, une injustice. Les descendants de ces

60.000 Français, abandonnés alors et devenus aujourd'hui six millions, ont été trop longtemps dominés par les Canadiens anglophones. Dans leur majorité, ils ne reconnaissent pas la reine de Grande-Bretagne pour leur souveraine et ils le lui manifestèrent en la recevant assez mal lors de son voyage au Québec tandis que le général de Gaulle, venu en 1967 par le Chemin du Roy «payer la dette de Louis XV», reçut au contraire un accueil inoubliable qui, selon ses propres paroles rappelait l'atmosphère de la Libération.

Même si les «péquistes» sont républicains, il me semble donc que les monarchistes français doivent approuver leur volonté d'indépendance en s'inspirant ainsi de l'exemple de Louis XVI qui par intérêt national n'hésita pas à soutenir la république naissante des Etats-Unis d'Amérique.

René Hostache

N.D.L.R. Sans doute n'avons nous pas assez marqué en effet que l'article en question était rédigé par des monarchistes canadiens et qu'il n'engageait qu'eux et leur organisation.

A PROPOS DE LE PEN

(...) Je suis viscéralement antistalinien, mais ce racisme absolument hystérique, cette rhétorique rappelant les heures les plus sombres de l'occupation française, je ne peux m'empêcher de bondir quand je vous vois estimer que Le

Pen est «plus démocrate» que Marchais : j'aurais plutôt tendance à penser l'inverse ! Je crains que vous ne connaissiez pas assez Le Pen ! Ce n'est que si vous corrigez ce que j'espère être une bavure que vous prouverez que vous êtes vraiment tout à fait libérés de vieux démons monarcho-fascistes qui n'ont rien à voir avec le type de royalisme dont vous vous réclamez.

J.S.
(Rouen)

MAIS AUSSI

La hauteur de vues et la profondeur des analyses sont très appréciables dans «Royaliste». Ce que j'apprécie le plus dans ce journal, c'est indubitablement l'absence de mauvaise foi idéologique et de «nombrilisme». Il y a lieu de persévérer.

J.-R. F.
(Martinique)

Etonné par l'exceptionnelle qualité de votre journal. Il y souffle un vent frais et sans concessions. Il me semble qu'il serait intéressant de faire une enquête sur les traditions familiales des vôtres, ainsi qu'une enquête sur la réflexion d'un militaire engagé (officier) anonyme vis-à-vis des derniers événements : défense nucléaire, Liban, Tchad, image de marque de l'armée, etc.

J.-P. L.
(Oise)

Journal bien fait, que je lis avec plaisir, en raison de la clarté de ses analyses et la rigueur de ses raisonnements. Je lui reprocherais seulement un certaine méconnaissance du concret (en particulier dans l'analyse économique).

J.-P. D.

(...) Il me semble que votre mouvement a une lecture différente, pour ne pas dire originale, des situations politiques sociales et économiques de notre temps. Cette lecture se situe au-delà des clivages politiques stériles (pléonasme) que nous pouvons constater.

D'autre part, le type de société politique que proposent les royalistes est profondément cohérent : le roi, qui arbitre qui apaise les passions et dans lequel chacun et chacune peut se reconnaître, serait évidemment un recours formidable et efficace pour effacer toutes les intolérances créées par notre système politique actuel.

La conscience et l'originalité de chaque personne ne serait plus écrasée par la logique totalitaire, parce qu'idéologique des partis. Tout ceci, schématiquement résumé (mal peut-être), me paraît bon pour l'homme.

Qui le projet royaliste m'intéresse. Mais j'attends de voir plus clair : alors j'observe. C'est pourquoi je tiens à me réabonner.

B.C.
(Limoux)

REVUE DE PRESSE

nouvelles de mayotte

Deux bonnes nouvelles en ce début d'année. Elles sont d'autant plus agréables à annoncer qu'elles sont très rares à nous parvenir de cette petite île lointaine.

Non il ne s'agit pas de la visite du Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM à Mayotte - sait-il seulement que cette île existe -. Non il ne s'agit pas d'un vote de soutien des amis (?) de la France à l'ONU sur la question mahoraise : Italie, Danemark, Belgique, USA (que devient Porto-Rico ?) Grande-Bretagne (connaissez-vous les Malouines ?) continuent périodiquement à voter contre la présence française dans cette partie du monde. La conscience universelle au service d'Ahmed Abdallah le dictateur des Comores... Faut-il s'en offusquer ?

Tout d'abord l'étonnement, nous étions si peu habitués à la chose. Dans ses vœux de nouvel an à nos compatriotes, le Préfet de la collectivité territoriale vient de déclarer que «Rien ne s'oppose à ce que Mayotte reste française». Nous prenons volontiers acte de cette déclaration officielle qui pourrait être considérée comme crédible si celui qui l'a prononcée n'est pas déplacé dans les semaines à venir. (1)

Ensuite nous avons le grand plaisir d'annoncer la naissance de l'hebdomadaire d'information «Le journal de Mayotte». Cet organe

de presse naturellement publié en français est le seul édité dans cette partie du monde. La république des Comores par exemple ne possède aucun périodique et peut-on donner le nom de «journal» aux feuilles actuellement publiées à Madagascar à l'unique gloire de Ratsiraka dictateur de la Grande Ile ?

Numéro 1 sorti le 2 décembre. Le journal ne rappelle pas le fait, mais c'est l'anniversaire d'Austerlitz. A tout prendre je préfère la modeste victoire des Mahorais à celle, éblouissante mais trop tachée de sang de Napoléon.

Organe de presse libre, format tabloïd, 10 pages abondamment illustrées, là-bas, dans cette île où presque tout fait défaut ! Michel Pinchon, le directeur de la Publication m'écrit : «Croyez-moi, créer une telle entreprise, à Mayotte, n'est pas une mince affaire». Je le crois volontier.

Et c'est avec beaucoup de plaisir que j'ai lu les premiers numéros d'un journal bien imprimé - deux

couleurs - bien écrit, complet. Un journal dans un pays libre comme la France est toujours un espace de liberté. Pour la première fois de son histoire, Mayotte, parce qu'elle est française possède le privilège rare dans le Sud-Ouest de l'océan Indien d'avoir un organe de presse ouvert à toutes les opinions et, dès le numéro 3, «Le journal de Mayotte» en apportait la preuve en ouvrant ses colonnes au Vice-Président du groupuscule mahorais le Parti pour le rassemblement démocratique mahorais, qui souhaite une Mayotte comorienne.

Longue vie à notre nouveau confrère.

M.F.

«Le journal de Mayotte», BP 108 - 97610 Dzaoudzi.

Sur la question mahoraise, voir le reportage de Michel Fontaurelle dans «Royaliste» 279 : «Mayotte, quel avenir ?».

(1) Cet article était déjà prêt à être imprimé lorsque nous avons appris que le préfet venait d'être déplacé...

élections européennes :

jeux de société

Avec Simone, Valéry, Raymond et le grand Jacques, jouons au petit jeu des européennes. Cela peut distraire ...

On dit parfois de Jacques Chirac qu'il n'est qu'un radical à l'image du « bon docteur Queuille » dont il a hérité le fief en Corrèze. L'esprit manœuvrier dont il vient de faire preuve dans l'affaire de la liste européenne unique nous en convaincrait aisément.

Rappelons d'abord une donnée de base : les élections européennes de 1979 avaient été l'occasion d'une véritable débâcle du R.P.R. La liste « D.I.F.E. » de Chirac et Debré, avec ses quelques 16% de voix, se trouvait loin derrière l'U.D.F. qui, avec Simone Veil en tête dépassait les 27%. Le « présidentiable » Chirac ne pouvait pas se permettre un nouveau camouflet de ce genre en 1984. C'est pourquoi on assiste depuis quelques mois à une véritable volte-face des chiraquiens qui deviennent plus européens que les européistes. Dans un premier temps les giscardiens se sont félicités de voir leur frères ennemis se rallier à leurs thèses. Aujourd'hui ils doivent déchanter en découvrant la manœuvre politicienne dont ils sont les victimes mais dont ils ont eux-mêmes créé les conditions.

Venons-en à la question posée ces derniers jours : il s'agissait de savoir s'il fallait une ou deux listes aux élections européennes. Simone Veil était pour une liste, Jacques Chirac aussi, Léotard et Lecanuet pour deux. Les deux premiers ont gagné, le troisième a perdu et le quatrième, outre sa défaite, s'est couvert de ridicule. Voici comment : face à Simone Veil, qui a la cote dans l'opinion

de droite, l'UDF. commande un sondage pour savoir ce qu'il en est exactement.

Et c'est le miracle ! Le sondage montre qu'avec deux listes l'opposition de droite dépasserait la majorité des suffrages alors qu'avec une seule elle n'obtiendrait que 48% des voix. Pourtant c'est le moment que choisit l'UDF pour annoncer qu'elle engage des négociations avec le RPR. Pourquoi cette inconséquence ? Tout simplement parce que Simone Veil a fait ajouter une question concernant le résultat qu'obtiendrait Chirac. Lecanuet et elle-même s'ils dirigeaient respectivement une liste. Simone et Jacques recueillant 24,5% des intentions de vote et Lecanuet 4%, la cause était entendue.

« Pauvre UDF ! » s'exclamait Christine Fauvet-Mycia dans « Le Monde », ... « Combien de couleuvres devra-t-elle encore avaler avant de disparaître ou, éventuellement, d'exister ? » Oui, pauvre UDF. On comprend que M. Giscard d'Estaing soit « exaspéré » et que M. Léotard ait donné sa démission de son poste de vice-président de l'UDF. Car l'enjeu de l'affaire des listes dépasse les élections européennes : la véritable question est de savoir qui coiffera les autres au poteau dans la course à la présidence. Et c'est là que J. Chirac a merveilleusement joué des ambitions de Simone Veil. Depuis l'accord RPR-UDF le maire de Paris sait qu'il peut éviter de s'user dans une bataille secondaire ; mais surtout, il aggrave les rivalités chez ses bons amis de la droite libérale-avancée.



Tout content d'avoir gagné au petit jeu de la liste unique.

Déjà l'UDF et les autres centristes hésitaient entre Giscard et Barre. Maintenant il leur faudra s'interroger sur une candidature Simone Veil à l'élection présidentielle. Tandis que Simone, Valéry et Raymond se feront des croche-pattes, Jacques pourra tranquillement se préparer.

Donc c'est bien joué. Mais il y a tout de même des risques. François Léotard n'a pas tort de dire qu'une liste unique recueillera

moins de voix. Et le Pen profitera probablement de la situation, recueillant les voix de l'électorat droitiste du RPR qui ne peut pas accepter Simone Veil... Mais, pour le patron du R.P.R., ce ne sont là que broutilles. Une forte position dans la bataille des présidentielles vaut bien le sacrifice de quelques sièges. Surtout dans une Assemblée qui ne sert à rien.

Elisabeth DUPART

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

quelle politique industrielle ?

(2) l'état d'urgence

A partir de l'événement d'actualité que constitue l'affaire Talbot, nous avons posé la question du projet industriel dans le dernier numéro de «Royaliste». Nous continuons cette réflexion cette semaine.

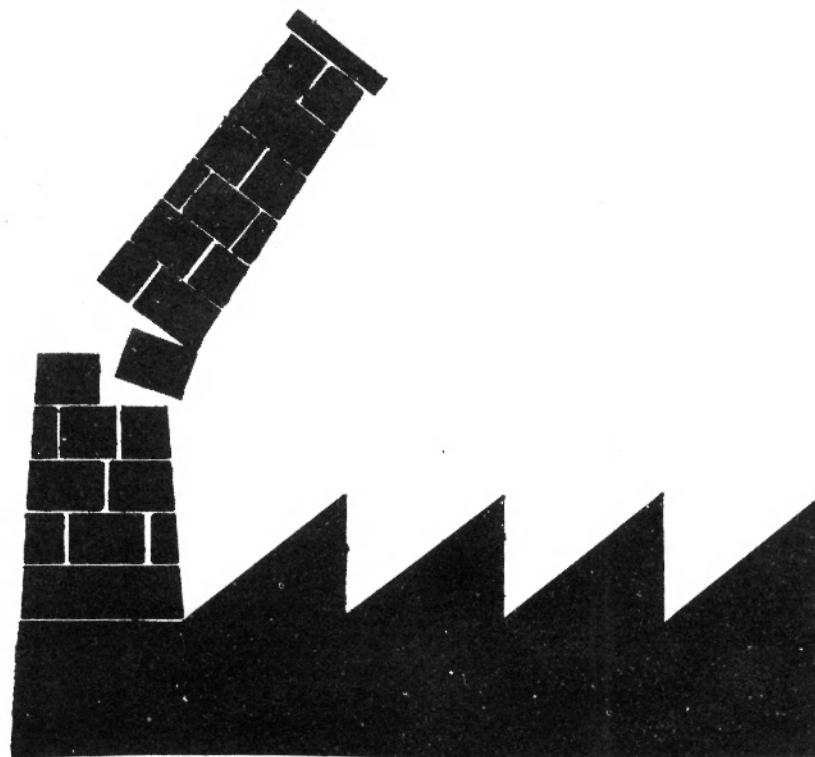
Le Plan est l'instance principale où se décide la stratégie industrielle à suivre pour les années à venir. La philosophie du IXème Plan confirme la prise de distance insigne à l'égard des options de Chevènement depuis la démission volontaire de ce dernier. Dès avant le départ du ministre, les travaux préparatoires de Michel Rocard annonçaient cette brusque dérive d'avec une planification s'inspirant de l'«ardente obligation» gaullienne. Il y a continuité de pensée avec le VIIIème Plan lorsqu'il est soutenu qu'une reprise de la croissance ne dépend en dernier ressort que du rééquilibrage de la balance des paiements. Seul point de différence : l'utilisation de la réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage.

La promotion de Laurent Fabius et de Jacques Delors au sein du gouvernement ne sont pas l'effet d'une soumission dogmatique à l'idéologie libérale. Les doutes et hésitations du président de la République avant le choix de mars 1983 sont connus. Le changement de cap s'est en fait nourri et conforté des absences et incohérences des deux années écoulées : relance trop partielle, inertie devant l'afflux des importations, dévaluations faibles à répétition, fiscalité pratiquement inchangée quant au fond, indécision dans la définition du projet industriel, incapacité du passage à l'acte... La médication Delors-Fabius, qui se voulait temporaire corrigera-t-elle ce qui fût mal fait ou non fait auparavant ? L'attitude du gouvernement dans l'affaire Talbot laisse difficilement présager une réponse positive. Attendre six mois durant avant de bâcler un arrangement douloureux sans jamais consulter

les syndicats n'est pas, quoi que l'on prétende, la meilleure façon d'opérer les mutations industrielles. Lorsque le dialogue social est refusé au sein de l'entreprise, lorsque la force policière doit arbitrer les conflits, lorsque le premier syndicat de France n'est plus qu'un rouage gouvernemental, il n'est pas surprenant que se développent violence, répression et haine, à un degré jamais atteint depuis une décennie.

Ne nous y trompons pas, l'avenir ne sera pas rose si la pleine maîtrise de notre économie, son «auto-organisation» ne sont pas assurées par une véritable politique industrielle dont nous n'avons aujourd'hui que le semblant. Edmond Maire, qui est un homme sérieux et raisonnable, doit bien en convenir : une politique qui se révèle à l'examen «incohérente, secrète et immobile» répond à tout sauf aux exigences d'une politique industrielle ! Sans vouloir décider ici d'une politique industrielle dont l'élaboration ne peut être que collective, nous pouvons dégager quelques idées bien conçues contre les idées préconçues, définir les priorités contre les a priori. Un ouvrage récent (5), boutant tous les conformismes hors de son propos, apporte une fraîcheur agréable dans le débat économique, en France trop vicié, et contribue fort utilement à notre réflexion.

— L'état d'urgence, c'est avant tout l'urgence de l'Etat. Le libéralisme primaire en vogue ne résiste pas aux faits : «L'expérience suggère que seule une action concertée de l'Etat et des divers partenaires sociaux, en premier lieu des dirigeants d'entreprise, peut assurer l'éclosion de structures économiques durablement viables et compétitives.»



— Créneaux ou filières ? «Une économie dynamique ne repose pas sur quelques secteurs de pointe se détachant d'un tissu industriel amorphe mais sur une mutation permanente de l'ensemble des structures économiques et sociales. La politique industrielle doit donc être conçue de manière à favoriser non seulement l'éclosion d'activités nouvelles mais surtout la modernisation de tout l'appareil productif.»

— La politique industrielle doit être l'affaire de tous, et non pas le «domaine réservé» de quelques hauts fonctionnaires. Il y va de son efficacité et de sa réussite. Le Plan offre un espace d'expression et de concertation où les syndicats pourraient apporter leur contribution. Décentralisation et «nouvelle citoyenneté» participent de cet esprit.

— Politique industrielle implique projet de société et large consensus. Pour l'immédiat, André Grjebine propose un «Programme national anti-crise» capable de réunir autour du «noyau dur» et permanent de notre politique industrielle les hommes de bonne volonté. Personne ne refuse la nationalisation de la sidérurgie ou la nécessité de la croissance. Et qui proposait une «reconquête systématique du marché intérieur» par la «voie du contrôle douanier» ? Jean-Pierre Chevènement ? Non, François de Combret, conseiller de Giscard d'Estaing sur les problèmes de production industrielle. (6)

— Une politique industrielle n'existe que si elle s'enracine dans la durée. N'est-il pas alors «paradoxal» de vouloir une politique industrielle dans un système institutionnel où les choix fondamentaux ne cessent d'être remis en cause par l'opposition du moment et où «la préoccupation majeure du gouvernement reste, à court terme, d'assurer sa réélection» ? Patrice Galambert, économiste et membre du P.S., soutient ce point de vue (7), en déplorant qu'«une stratégie industrielle qui ferait perdre les élections de l'année prochaine n'ait aucune chance d'être retenue, même si elle apparaît optimale sur le long terme.»

Ce dernier point, le plus sensible d'entre tous, résume en quelque sorte les autres : arbitrage des conflits, indépendance du projet, unité de décision, participation des citoyens, consensus national, la politique industrielle exige une certaine idée de cette magistrature suprême qu'est l'Etat et qui reste à définir.

Emanuel MOUSSET

(4) «Le Monde», 28 mai 1983, «l'heure de vérité - Antenne 2», (2 janvier 84).

(5) André Grjebine - L'état d'urgence - Flammarion - 1983. On en trouvera un compte-rendu dans «Cité» numéro 6. André Grjebine est l'invité des «Mércris de la NAR» le 15 février 1984.

(6) «Le Monde», 31 janvier 1978.

(7) Patrice Galambert - Les sept paradoxes de notre politique industrielle - (Ed. du Cerf, 1982).

nouvelles du front économique

Les luttes politiques partisans se nourrissent de tout, y compris des choses les plus austères. d'économie par exemple.

Ainsi la publication des chiffres du commerce extérieur pour 1983 donne lieu à controverses : l'opposition fait la moue, tandis que la majorité parle de redressement spectaculaire de bonne gestion (sans doute pour se déculpabiliser). Qu'en est-il exactement ?

COMMERCE EXTÉRIEUR. BELLE PERCÉE ?

De fait, le déficit de la balance commerciale (solde entre importations et exportations de biens) qui était de 93 milliards de francs en 1982, est passé à environ 45 milliards soit moins de la moitié alors que l'objectif était de 60 milliards. Celui de la balance des paiements courants (comprenant en outre les échanges de services et les transferts) qui s'élevait à 79 milliards de francs est ramené à environ 33 milliards en 1983. A première vue, il s'agit donc d'un succès, mais il faut en connaître le prix et la durée.

Ces chiffres sont en effet la conséquence directe du blocage des salaires de 1982, des mesures de rigueur de mars 1983, ainsi que, marginalement, des dévaluations successives du franc et du renchérissement du dollar (il faut bien que nous y trouvions quelque avantage !). Autrement dit, le résultat d'une politique économique on ne peut plus classique que ne désavoueraient pas des libéraux par exemple ceux d'avant mai 81. Simplement ces mesures

viennent, à leur goût, bien tard ; comme un reniement après la relance à contre courant (et bien maladroit, car sans protection du marché intérieur) du début du septennat. Les Français, dont le pouvoir d'achat réel a diminué, ont moins acheté. Les industriels, face à un marché intérieur en perte de vitesse, ont cherché à exporter. La conjonction des deux phénomènes explique ce succès provisoire. Mais, comme le constate Alain Vernholes dans «Le Monde» du 19 janvier : «Peu de pouvoirs auront programmé pareil changement, pareille rupture avec le passé désindexation des salaires, baisse du pouvoir d'achat, contrôle des revenus, coup de frein donné à la consommation et aux prestations sociales». Bref, il s'agit d'un virage à 180°. Le résultat en sera-t-il durable ? Rien n'est moins sûr, car l'indispensable modernisation de notre industrie, sur laquelle le gouvernement insiste tant désormais, va nécessairement entraîner un accroissement des investissements, partant des importations...

INFLATION. LE FRONT SE STABILISE...

Succès provisoire, donc, sur le front du commerce extérieur. Sur celui des prix : demi-succès ; pour des raisons assez voisines de reniement. Compte-tenu de l'indice de décembre, la hausse des prix, pour 1983, avoisinera 9,5%. C'est un coup de frein incontestable qui

se prolongera probablement en 1984. Mais c'est davantage que l'objectif fixé par M. Delors (8%) et, surtout, c'est plus que chez nos principaux partenaires (RFA 2,1%, Grande-Bretagne : 5%, Etats-Unis : 3%). En outre, ce relatif succès n'a été obtenu, là encore, que par des moyens fort conventionnels. «M. Jacques Delors a, tout au long de l'année, conduit son action les yeux braqués sur l'indice des prix», note F. Simon, dans «Le Monde». Le ministre a, pour une bonne part, mené sa politique comme si les salaires constituaient une cause majeure d'inflation. Analyse contestable, dans la mesure où ces derniers ne font que suivre, tant bien que mal, la hausse des prix. Cette désindexation ne remédie pas aux causes structurelles auxquelles on ne s'est pas vraiment attaqué (sinon verbalement) : circuits de distribution, pratiques anticoncurrentielles...

CHOMAGE : REPLI STRATÉGIQUE

Les statistiques du chômage, publiées pour le mois de décembre, révèlent que 2.119.000 personnes sont inscrites à l'ANPE (données corrigées des variations saisonnières). L'augmentation se confirme de jour en jour : si l'on ramène la tendance à l'année, celle-ci fait apparaître un accroissement global de 4,5% ainsi qu'une diminution des offres d'emploi disponibles en fin de mois de 42%. En outre, de l'aveu même du ministre chargé de l'emploi, Jack Ralite, on assiste «à l'épuisement des effets des contrats de solidarité».

L'avenir est donc sombre. Des rives du Tage, M. Mauroy déclarait le 19 janvier : «Si on ne supprime pas des emplois, les entreprises seront condamnées». Il est vrai qu'il ajoutait aussitôt : «Ces travailleurs dont on veut supprimer les emplois, il ne faut pas automatiquement les mettre au chômage». Et d'évoquer des moyens nouveaux (Tiens ! l'imagination serait-elle au pouvoir ?) pour assurer un «traitement économique du chômage» : congés de formation sur deux ans, «périmètre de reconversion» avec facilité d'installation pour les entreprises dans les zones les plus touchées...

Il s'agit d'un pari sur l'avenir ou, si l'on préfère d'une fuite en avant : ces mesures seront nécessairement coûteuses, sans que la productivité et la production du pays en bénéficient dans l'immédiat. Dans la meilleure des hypo-

thèses - si ces mesures sont efficaces - elles ne seront payantes qu'à terme et seulement dans la mesure où l'économie sera repartie (en France ainsi qu'à l'étranger). Dans le cas contraire, le problème rebondira et, aux difficultés anciennes dont l'échéance aura été reportée, s'ajouteront les nouvelles.

Tout se passe comme si M. Mauroy n'appliquait qu'avec réticence la politique «doloriste» en faveur de laquelle le chef de l'Etat a tranché ; et comme si le premier ministre cherchait à «refiler» l'addition sociale d'une telle politique à un éventuel successeur...

Dans le même temps, F. Mitterrand annonce une baisse future des prélèvements obligatoires de 1%. Certes, une telle promesse peut paraître facile à tenir : il suffirait d'abandonner les surtaxations «exceptionnelles» (dont on sait qu'elles le demeurent rarement...) de l'année 1983. Sans doute M. Reagan a-t-il pu se permettre 3 ans de suite (de 1981 à 1983) de réduire les impôts mais il l'a fait au prix d'un déficit budgétaire considérable (ce qui, en passant, est plutôt paradoxal pour un «libéral»). Cependant cela ne fut possible que grâce au privilège exorbitant dont bénéficie le dollar au sein du système monétaire international. Privilège qui permet en quelque sorte, aux Etats-Unis de faire payer l'addition aux «partenaires». La France, pas plus qu'aucun autre pays occidental ne peut se permettre ce genre de fantaisie sans que le cœur des vires libérales crie aussitôt à la faillite ; et la France «socialiste», moins que tout autre.

Dans ces conditions, on voit mal comment seront financés le «traitement économique du chômage» et autres «périmètres de reconversion». Surtout si l'on sait qu'en 1984, la progression du budget reste dans la limite de 6,5% (soit moins que la hausse probable des prix) et qu'il est difficile de prévoir des rentrées fiscales qui dépendent étroitement de l'activité économique (TVA impôt sur les sociétés...)

Ce n'est pas ici que nous reprocherions à ce gouvernement de ne pas mener une politique économique socialiste. Mais la liste des maladroites et des contradictions commence à s'allonger et quel manque d'imagination ! Au fait, le changement, c'est pour quand ?

Alain SOLARI

dialogue des carmélites à la télévision

«Le mercredi 15 février 1984, à 20 h 35, Antenne 2 diffusera les «Dialogues des carmélites», film de Pierre Cardinal d'après l'œuvre de Georges Bernanos.

C'est sous la Terreur que seize carmélites de Compiègne font le vœu de martyre pour que la paix soit rendue à l'Eglise et à l'Etat et que cessent les persécutions. Arrêtées le 22 juin 1794 et dirigées sur la capitale, elles sont condamnées à mort par le Tribunal révolutionnaire pour avoir persévéré dans l'observance de leurs règles et professé la dévotion au Sacré-Cœur. C'est en chantant qu'elles vont au supplice le 17 juillet 1794. Quelques jours plus tard le règne de la Terreur prit fin. Elles seront béatifiées par Pie X le 27 mai 1906.

Soixante-douze ans plus tard - le dimanche 24 septembre 1978 lors de sa dernière apparition publique le Pape Jean-Paul I déclara :

«Il y a cette année trente ans qu'est mort le grand écrivain catholique Georges Bernanos. L'une de ses œuvres les plus connues est Dialogues des Carmélites (...) Il a été joué sur les scènes du monde entier, mis en musique puis au cinéma. Cette œuvre rapporte un

fait historique (celui des) seize carmélites de Compiègne mortes martyres pendant la Révolution française. Le Tribunal les avait condamnées à mort pour «fanatisme». L'une d'elles, dans sa simplicité, avait demandé : «Monsieur le juge, s'il vous plaît, qu'est-ce que cela veut dire fanatisme ?» Et le juge : «C'est votre sottise appartenant à la religion». «Oh mes Sœurs, s'est-elle alors écriée, vous avez entendu, on nous condamne pour notre attachement à la Foi. Quel bonheur de mourir pour Jésus-Christ !» On les a fait monter sur la charrette fatale. Pendant le trajet, elles ont chanté des cantiques. Arrivées à la guillotine, elles se sont agenouillées l'une après l'autre devant la Prieure et après avoir renouvelé leur vœu d'obéissance elles ont entonné le Veni Creator. Le chant devenait de plus en plus faible au fur et à mesure que les têtes des pauvres sœurs tombaient l'une après l'autre sous la guillotine. Restée la dernière, la Prieure, Mère Thérèse de Saint-Augustin, prononça ces ultimes paroles :

«L'amour sera toujours victorieux; l'amour peut tout.» Voilà le mot juste, concluait le Saint-Père, c'est l'amour, et non la violence, qui peut tout.»

C'est de ce fait historique et de la nouvelle qu'en a tiré Gertrud von Lefort, que Georges Bernanos s'est inspiré pour composer ses «Dialogues des Carmélites».

A la romancière allemande, il a emprunté beaucoup d'éléments qui, sans contredire la réalité historique représentent une création originale; et en particulier le personnage de Blanche de la Force, née avant terme, dans un climat d'épouvante, effrayée dès sa petite enfance par le plus infime bruit. Mais de sa méditation a jailli une œuvre aux thèmes typiquement bernanosiens.

«Depuis toujours, c'est au jardin des oliviers que je me retrouve... Rien ne m'arrachera à la place choisie pour moi de toute éternité, (je suis) prisonnier de la Sainte Agonie...» avait-il déjà fait dire au curé de campagne. On comprendra la vie spirituelle de Blanche en voyant bien que toute son existence a été cette agonie veillée par la peur. «Il n'y a jamais eu qu'un seul matin : celui de Pâques. Mais chaque nuit où l'on entre est celle de la Très Sainte Agonie.» La Peur, cette ivresse qui déshumanise les foules et les individus médiocres, si elle se mêle à l'amour et se laisse pénétrer d'esprit religieux, peut introduire à la vertu de force. Il n'y a dans tout cela rien qui doive nous étonner de la part de Bernanos. L'angoisse aussi a collé au visage du Christ. Qui participe à la Passion du Seigneur ne saurait y échapper.

Toutefois, ce constat s'enrichit dans «Dialogues des Carmélites» d'une intuition nouvelle : «On ne meurt pas chacun pour soi, mais les uns pour les autres, ou même les uns à la place des autres, qui sait ?» On dirait, fait remarquer la petite sœur Constance, qu'au moment de donner sa mort à notre Mère «le Bon Dieu s'est trompé de mort, comme au ves-



Anne Caudry (Sœur Bl.)

taire on vous donne un habit pour un autre (...) une mort trop petite pour elle, elle ne pouvait seulement réussir à enfiler les manches». Mais quand viendra, pour une autre, l'heure de sa mort, le vêtement sera trop ample - elle «s'étonnera d'y entrer si facilement». La grandeur proprement bernanosienne des «Dialogues des Carmélites» tient dans cet échange de morts.

«Dialogues des Carmélites» est aussi une tragédie de notre temps. C'est la tragédie de la Peur, et la Peur est sans doute devenue la marque la plus exacte de notre temps, si étrangement semblable à celui-là. Œuvre qui répond au besoin de spiritualité d'une époque menacée par un matérialisme historique et industriel dont nous sentons l'horreur. Notre frisson, à son approche, est celui de Blanche de la Force. Si c'est le privilège de certains poètes dramatiques d'exprimer en raccourcis saisissants l'angoisse de leur époque, ce dernier message de Bernanos résonne dans nos cœurs comme un singulier et solennel avertissement.

C'est cette œuvre : «son testament spirituel» que Pierre Cardinal a pris le risque - risque heureux - de représenter à la télévision. Il y a magnifiquement réussi, au delà même de ce qu'on pouvait espérer. Car il faut le dire, il faut l'écrire, malgré tout le talent qu'on lui connaît, sa familiarité avec l'œuvre de Berna-

une longue liste de martyrs

«Vous ne pourrez jamais arracher de nos cœurs l'attachement à Louis XVI et à son auguste famille. Vos lois ne peuvent défendre ce sentiment.»

(la prieure des carmélites de Compiègne lors de son procès)

Parmi les milliers de guillotines et de fusillés sous la Terreur dans la région d'Angers, Guillaume Repin, curé de Martigné-Briand et 99 de ses compagnons seront béatifiés⁽¹⁾ le 19 février 1984. Ils rejoignent ainsi les autres martyrs reconnus par l'Eglise : 191 massacrés de septembre 1792, 32 religieuses de Bollène. le curé Noël Pinot les carmélites de Compiègne...

Est-ce pour célébrer cette béatification que la Télévision française nous donne une nouvelle version filmée du «Dialogues des

Carmélites» le 15 février prochain ? Il y a là en tout cas une remarquable coïncidence que «Royaliste» se devait de relever.

Quand on pense que certains hurlent à la «télévision socialiste»... on n'aura jamais vu plus magistrale réponse aux «panthéonades» présidentielles et autres velléités de «culte» républicain.

F.A.

(1) On en lira l'histoire par D. Lambert de la Douasnerie in «Les martyrs d'Avrillé», CED - 1984 - 110 pages. Prix franco : 47 F.



Blanche de l'Agonie du Christ et Marie-Christine Rousseau (Sœur Constance)

nos (n'a-t-il pas déjà magistralement adapté pour le petit écran «Sous le soleil de Satan») le résultat obtenu est cette fois-ci stupéfiant, stupéfiant de beauté et de grandeur.

Admirons tout d'abord cet adaptateur qui précisément a renoncé à toute véritable adaptation, se contentant de coupures et de fusions que tout auteur est amené à faire au cours de répétitions... Mais le choc ne vient pas de ce que Pierre Cardinal a été scrupuleusement fidèle à l'esprit de Bernanos, c'est qu'il a donné à son œuvre une dimension jamais atteinte à ce jour, ni au théâtre ni à l'opéra, moins encore - il s'en faut - au cinéma : une dimension théologique.

Il est juste de dire d'écrire, que la grandeur et la beauté du texte le merveilleux talent des interprètes, n'auraient pas été aussi bien mis en valeur dans une autre mise en scène. Celle-ci, très soignée minutieuse, émouvante, très bien éclairée, aussi mouvementée que possible, est l'œuvre d'un grand artiste. Les décors d'Alain Nègre sont paradoxalement sobres et somptueux. Je tire mon chapeau avec la même inconditionnelle admiration, à l'adresse de Suzanne Flon : Mme de Croissy, frustrée de sa mort : Nicole Courcel : Mère Marie de l'Incarnation, frustrée de son martyre Marie-Christine Rousseau : sœur Constance sereine et vivante image de l'enfance, entrant de force

dans la divine duperie et assumant devant ses compagnes l'abjection de Blanche : Anne Caudry : sœur Blanche de l'Agonie du Christ la peureuse, qui touchée par la grâce reprendra le chant de ses compagnes et montera la dernière à l'échafaud. Autour d'elle se sera joué tout le mystère de l'échange et de la communion des saints - Madeleine Robinson : la seconde Prieure d'abord opposée au vœu du martyre, qui prendra à son compte celui de Marie de l'Incarnation et telle la mère des Macchabées se fera immoler la dernière. Personne n'a l'air d'être à sa place, mais «N'importe ! dit Bernanos, nos pauvres vies (...) ne sont rien par elles-mêmes, comme des mots détachés du texte. Mais Dieu en compose de majestueux poèmes et les fait rimer entre elles quand il lui plaît, et selon son inspiration. Voilà bien pourquoi nous avons tort de prétendre les placer ici plutôt qu'ailleurs elles sont toujours là où il faut.»

L'insolite beauté de ces «Dialogues» - grâce auxquels nous est rendue, sourde et sure, la voix même de Bernanos - surprendra les téléspectateurs, il ne faut pas en douter. Mais je serais bien étonné si, très vite, cette surprise ne devenait de l'émerveillement.

Jean-Loup BERNANOS

Une projection privée des «Dialogues» sera organisée lors d'un «mercredi» en présence de Pierre Cardinal.

dies irae

«Notre cœur est avec ceux qui se font tuer»
Georges Bernanos

A l'issue d'une projection privée du film de M. Cardinal, le nœud papillon qui était mon voisin de fauteuil claironna qu'on venait de nous servir «une image un peu macabre du christianisme». Prenant le silence alentour pour de l'assentiment, il poursuivit son cours impromptu de théologie en s'indignant d'une réplique de la Prieure au début des «Dialogues», et qu'on pût prétendre «vaincre la nature». «La nature n'a-t-elle pas été créée par Dieu ?» Mon voisin nous ramenait en deux mots au commun niveau d'imbécillité.

Il est merveilleux, c'est-à-dire ensemble admirable et inconcevable, que quelques-uns se soient trouvés, qui dérogent à la loi commune pour rester à la hauteur de l'in vraisemblable propos de Bernanos. Quelques femmes une agonisante et deux petites filles se débattent entre la peur et la grâce, l'honneur et le martyre. C'était il y a longtemps avant le déluge. La lame de la guillotine retombée pour la dernière fois pourront s'ouvrir enfin ces «temps modernes», si lumineux, où le progrès de la raison la liberté des peuples et le bonheur de l'humanité se donneront libre cours.

Quelques images suffisent au cunement caricaturales, pour mesurer à l'aune qu'il faut la Grande Révolution de 1793, dont la plupart de nos têtes politiques - de nos «grands citoyens», eût dit Bernanos - se font encore un reve obligé. Les troubles «ont fait sortir partout la canaille, comme la pluie les escargots et les limaces». Dieu ne regarde pas de trop près au choix de ses instruments, même aux jours de sa fureur. La Fille aînée de l'Eglise avait perdu son nom; cette ignominie la jetait dans un délire toujours grandissant de mort et de décombres. Le plus vieux royaume chrétien d'Occident allait, après avoir sacrifié son roi, traquer ses prêtres comme on n'osait pas traquer le gibier. N'importe : «Quand les prêtres manquent, les martyrs surabondent et l'équilibre de la grâce se trouve ainsi rétabli.» Une poignée de religieuses seront donc condamnées à mort, pour «avoir formé des conciliabules contre-révolutionnaires, entretenu des correspondances fanatiques et conservé des écrits liberticides».

Par sa forme - un jeu, si dépouillé de répliques et d'indications de scènes - l'œuvre suprême de Bernanos évoque ces ouvrages d'orfèvrerie appelés «filigranes», «travaillés à jour et composés de petits filets d'or ou d'argent, enlacés les uns dans les autres». Jamais peut-être, il n'avait atteint à ce degré de force limpide. Le mettre en image était une gageure, tant il peut sembler que l'audiovisuel exige l'art d'un montreur, pour des voyeurs. M. Cardinal, en une centaine de minutes, nous convainc de préjugé. Je ne sais quelle grâce a conjuré le péril, ou le péché d'indiscrétion. Le réalisateur et ses interprètes ont entendu l'intention de Bernanos, et se sont entendus pour la servir. Ses personnages *injouables* sont remarquablement *incarnés*, si l'on peut hasarder sans blasphème ce mot dans son double sens, de théâtre et de théologie.

Mmes Suzanne Flon, Madeleine Robinson et Nicole Courcel passent l'art, et les éloges; comme les deux novices, Mlle Marie-Christine Rousseau, la toute enfantine Sœur Constance, et Mlle Anne Caudry Blanche de la Force, Sœur Blanche de l'Agonie du Christ, cœur héroïque et humilié, qui recevra non de vaincre sa peur, mais de la transfigurer.

Dernière créature de Bernanos, «la dernière venue, ... la plus menacée» peut-être, elle résume à elle seule et illustre, c'est-à-dire illumine, les dernières lignes de la préface aux *Grands Cimetières sous la Lune* : «La part du monde encore susceptible de rachat n'appartient qu'aux enfants, aux héros et aux martyrs».

Philippe BARTHELET

4 questions au général gallois

En marge d'un «mercredi» de la N.A.R. où il est venu récemment faire une conférence, nous avons posé au général Pierre Gallois quelques questions d'actualité en ce qui concerne la Défense.

● **Royaliste** : le déploiement des Pershing est-il un grave échec pour les Soviétiques ?

Général Pierre Gallois : Le dépit des Russes est celui de gens qui s'étaient habitués en Europe au monopole des armes balistiques nucléaires sans contrepartie. J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer aux lecteurs de «Royaliste» et de «Cité» que l'une des conséquences de la crise de Cuba avait été le retrait des missiles américains Thor et Jupiter qui protégeaient l'Europe. De 1962-63 à 1977 personne ne s'était ému d'une situation de déséquilibre flagrant qui permettait aux Russes de déployer plus de 500 SS 4 et SS 5 pointés sur l'Europe alors qu'il n'existait aucune arme comparable du côté européen.

Mais à partir de 1977, au nom d'une clause de modernisation acceptée par les Américains dans l'accord datant de mai 1972, les Russes ont commencé à remplacer ces missiles par des SS 20. Ces dernières armes ont l'avantage d'être beaucoup plus précises, et si on le désire on peut les doter d'une charge nucléaire plus faible car il n'est plus besoin de compenser l'erreur de tir par un fort rayon de destruction.

Les Allemands qui disposent de la plus nombreuse armée classique en Europe se sont alors rendus compte que cette force ne pesait rien face à des armes capables de neutraliser en quelques minutes avec une précision de 300 m. environ, n'importe quel objectif militaire situé en R.F.A. Cette précision allait permettre aux Russes d'épargner les objectifs civils et de réduire l'Allemagne fédérale à merci sans provoquer l'holocauste nucléaire que nous promet la propagande pacifiste puisque, je le répète, les SS 20 sont de plus en plus précis.

Résultat : les Allemands ont pris peur. En 1977 le chancelier Schmidt a demandé au président Carter de prendre des mesures et les Américains ont proposé de déployer en Europe des armes comparables à celles des Russes : les fusées Pershing et les missiles de croisière Cruise.

L'OTAN a accepté cette proposition en 1979, mais ce réengagement nucléaire américain en Europe a provoqué des réactions de protestataires qui en ont détourné le sens.

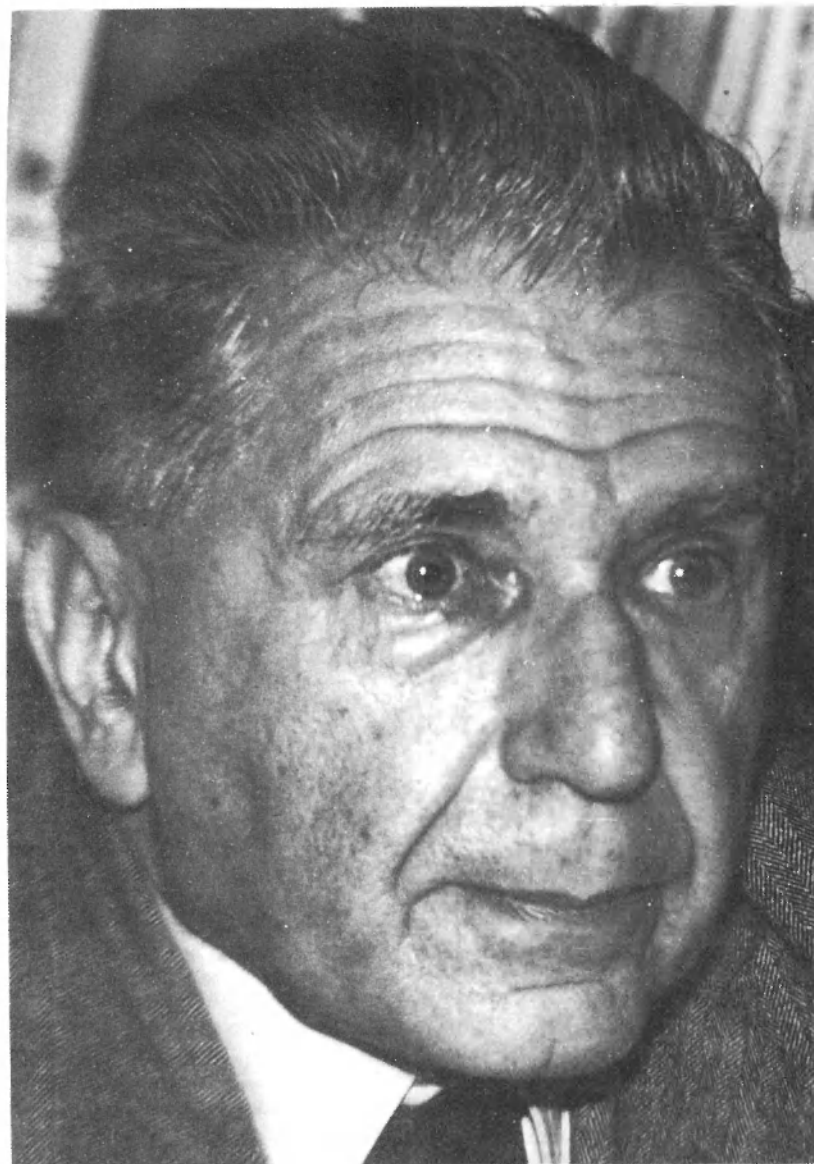
Les armes américaines ne protégeront les forces allemandes que si elles sont mobiles, comme cela est prévu. Or, grâce à la peur des SS 20, les Russes ont réussi à opposer une partie des peuples occidentaux à leurs gouvernements, et les réactions pacifistes compromettent cette mobilité déjà gênée par la forte densité de l'habitat dans l'Europe de l'Ouest. C'est là un premier succès. De plus l'affaire du déploiement des armes américaines ne fait que creuser le fossé entre les Etats-Unis et les Européens... L'échec des Russes n'est donc que partiel et les SS 20 ont parfaitement joué le rôle politique qui est le leur.

● **Royaliste** : que pensez-vous de la nouvelle loi de programmation militaire ?

Gl. Gallois : Elle ressemble à celle du gouvernement précédent si on n'avait pas prévu une Force d'Action Rapide (la FAR) qui est destinée à une «intervention précoce aux côtés de nos alliés» sur le front européen. Cette force qui n'est pas encore mise sur pied comporterait près de 50.000 hommes, ce qui est important, et disposerait d'éléments aéromobiles, avec de nombreux hélicoptères.

Cela me semble imprudent. Ne va-t-on pas se priver du «matelas d'espace et de temps» dont le général de Gaulle se félicitait de disposer ? Grâce à ce «matelas» constitué par le territoire allemand, le président français peut en effet prendre une décision réfléchie face à une attaque soviétique.

Avec une force d'intervention classique intervenant précocement aux côtés de nos alliés, le moindre accrochage entre Allemands et Russes pourrait nous amener à intervenir sans être assurés que le territoire national est menacé. Or les Soviétiques ne reculent jamais quand ils engagent directement



l'Armée rouge dans leur politique d'expansion par continuité territoriale. Etant donnée la disproportion des forces, cela veut dire que nous pourrions prendre le risque d'une grave humiliation en n'intervenant pas ou, en intervenant, celui d'un coup de massue dont nous aurions alors toutes les chances de ne pas nous relever.

Giscard d'Estaing nous avait déjà engagé dans un tel processus irréfléchi en déclarant couvrir de notre dissuasion - dont il avait amoindri la force - l'ensemble de l'Europe, de ses approches septentrionales à ses marches orientales... Bien vite on s'était rendu compte que ce n'était que propos en l'air. La FAR relève du même irréalisme. J'ajoute qu'il n'est pas raisonnable de miser sur des hélicoptères pour s'attaquer à une armée dont chacun sait qu'elle est abondamment pourvue en moyens de défense anti-aérienne. Pour survoler des positions tenues par les Soviétiques, on estimait, il y a plusieurs années déjà - qu'il fallait au moins une vitesse de 1000 km/h. en ne dépassant pas une altitude de 200 m.

A mon sens, notre pays doit soutenir l'Allemagne politiquement tant que rien d'irréparable

n'a été commencé. Mais compte tenu que la guerre de demain - si elle devait avoir lieu - pourrait durer 6 minutes, il est suicidaire de s'y engager si nous ne sommes pas attaqués, et sans réfléchir.

● **Royaliste** : La France a-t-elle les moyens d'intervenir dans ces mêmes foyers de troubles ? Que pensez-vous de son action au Tchad et au Liban ?

Gl. Gallois : L'intervention de la France aura toujours une efficacité limitée dans la mesure où toute intervention mal préparée ou mal exécutée nous met en position d'être soumis au chantage soviétique. C'est le cas au Liban ou les Soviétiques peuvent très bien jouer des batteries d'artillerie syrienne qui pourraient très gravement toucher nos «forces d'interposition», fusse «par erreur». Ce terme d'«interposition» montre assez l'irréalisme de l'opération. On a raisonné comme si le Liban était divisé en camps parfaitement délimités en des zones au milieu desquelles il aurait suffi de s'installer. Vous savez qu'à Beyrouth un appartement peut cacher un ennemi tandis qu'un autre abrite un ami. Dans le terme même d'«interposition» est inscrit l'échec de notre intervention.

Celle-ci était peut-être une obligation morale, mais il fallait certainement agir autrement.

Il en est de même au Tchad ou en négligeant de soutenir Hissène Habré alors qu'il avait réussi à réoccuper Faya-Largeau nous avons perdu la moitié du pays. Si les Libyens faisaient donner leurs avions (maintenus en état opérationnel par des conseillers des pays de l'Est), le contingent français serait fortement malmené, voire anéanti. Là encore la France s'est mise en position de laisser les Russes (qui se sont toujours intéressés à la Tripolitaine, au Tchad, au Niger, depuis Staline) maîtres du jeu. La politique française a été par trop timorée et l'intervention armée a été trop tardive.

● **Royaliste :** Qu'avez-vous pensé de l'affaire des avions renifleurs ?

Gl. Gallois : Elle m'a beaucoup intéressé, car j'ai longtemps été dans l'industrie et, croyez-moi, pour obtenir de l'Etat 100 milliards de centimes pour un projet quelconque j'ai pu constater combien il fallait apporter d'éléments de preuves, de dossiers, vérifiés par de nombreuses commissions d'experts. Or voici qu'un inventeur belge retiré dans son château et son assistant italien (spécialiste en télévision, je crois) obtiennent tout ce qu'ils veulent sans rien prouver.

L'intervention de l'ancien président de la République à la télévision, le 22 décembre, ne m'a nullement impressionné. Le secret militaire qu'a invoqué le président était démenti à mon sens par le terme même de « confidentiel » inscrit sur le dossier qu'il montrait aux caméras. Vous savez que ce « confidentiel » est, en matière militaire, l'échelon le plus bas du secret, en dessous de « secret » ou « secret Défense ».

D'ailleurs si l'invention avait eu un quelconque aspect militaire pourquoi n'avoir pas demandé l'avis de l'un des chercheurs travaillant pour la Marine nationale. Mais qui pouvait croire qu'un seul homme aurait pu trouver le moyen de détecter les sous-marins nucléaires dans la mer à partir d'un avion ? Des dizaines de milliers de chercheurs aux Etats-Unis et en U.R.S.S. n'ont pas trouvé ce moyen en vingt ans de recherches bien qu'ils disposent pour leurs expériences des deux plus grandes flottes du monde.

Je suis persuadé que dès le départ on a invoqué le secret pour qu'aucun expert important ne mette son nez dans ces « expériences ». Il n'y a probablement rien de militaire dans cette affaire.

propos recueillis
par B. Dumas

rétablir le premier ministre

Quel que soit le mode de scrutin, les majorités parlementaires peuvent changer aux échéances électorales ou même tourner court pendant une législature. La Constitution de la Cinquième République a donc prévu un jeu souple des institutions et des rapports entre le Gouvernement et le Parlement qui sont de nature parlementaire. Si la nomination des ministres et du Premier d'entre eux ne dépend que du Chef de l'Etat, la responsabilité de ceux-ci est en jeu autant devant l'Elysée que devant le Palais Bourbon. L'importance institutionnelle du Premier Ministre était - dans l'idée du Général de Gaulle - encore plus grande puisqu'en 1962 il y songeait déjà et que en 1969 il proposa au référendum que ce dernier soit l'intérimaire du Président de la République en cas de vacance.

Ces deux éléments ont été perdus de vue sous ses successeurs, qu'ils soient de droite ou de gauche. Arguant du mode de l'élection présidentielle, les Présidents depuis 1969 - en quelques mois ou années de mandat - ont jugé nécessaire pour la poursuite de leur action une grande personnalisation du pouvoir, et une personnalisation centrée sur le Chef de l'Etat. On aboutit à un fonctionnement assez paternaliste de nos institutions, et à une mise en cause directe - en cas de difficultés ou de désaffection - d'un magistrat qui devrait avoir au contraire toutes les allures et la hauteur des grandes durées et des grands desseins. A tenter de réconcilier le pouvoir et le peuple, à s'efforcer d'humaniser l'image traditionnelle de l'Etat et du pouvoir suprême, à considérer un mandat présidentiel comme une campagne de conquête et de séduction de l'opinion en permanence, on ramène l'essentiel et le quotidien à la même dimension et l'on oublie les avantages qu'il y a à compter sur le Premier Ministre.

Restaurer le roi rétablirait du même coup le Premier Ministre et le Gouvernement.

Le roi ne tenant son pouvoir que de l'hérédité, ne peut l'exercer - sauf les hypothèses de crises prévues par l'article 16 de la Constitution, ou sauf procédure exceptionnelle par laquelle le Parlement comme en Février 1960,

pour conclure « l'affaire des barricades » donna délégation de pouvoirs au Chef de l'Etat et non au Gouvernement - que par le Gouvernement. Il fut un moment discuté de savoir si un Premier Ministre pouvait se maintenir contre le gré du Chef de l'Etat - et ce pourrait être un débat sous la monarchie restaurée. C'est cependant oublier que les décisions importantes sont signées et ont valeur dans les institutions, qu'il s'agisse des textes immédiatement exécutoires ou de la procédure législative ou financière, seulement par signature en Conseil des ministres et sous la présidence du Chef de l'Etat. Que ce dernier refuse sa signature aux actes gouvernementaux et celui-ci est privé des moyens d'administrer et de proposer la loi. Réciproquement, le roi - dans l'éventualité de sa restauration - ne peut agir sans le Premier Ministre; de la proposition de ce dernier, dépendent la nomination et le renvoi des ministres, de sa signature la plupart des actes de commandement dans l'administration et dans l'armée et l'initiative des lois y compris celle de finances. La lettre retrouvée de la Constitution introduit à un domaine politique encore plus important.

Au lieu que le Chef de l'Etat soit comme aujourd'hui constamment la ligne de mire des commentateurs ou des sondeurs, au lieu qu'il soit surchargé de voyages

à l'étranger et d'obligations qui ne devraient qu'être gouvernementales ou seulement ministérielles, c'est le Premier Ministre qui représente la France dans les rencontres qualifiées de « sommet », c'est lui qui répond devant l'opinion de la politique du Gouvernement. C'est à lui qu'incombe l'opprobre ou la gloire d'une manipulation monétaire, d'une nomination à un grand poste. C'est bien entendu lui qui dirige les campagnes électorales puisque c'est son sort et sa carrière autant que la politique qu'il conduit, qui sont en jeu. Le roi arbitre, soutient, départage, provoque éventuellement des alliances, intervient au Parlement par les prérogatives de nouvelle lecture, par le refus du débat de confiance. Mais - tenu informé de toutes les négociations, nommant les chefs de circonscriptions territoriales et les représentants à l'étranger - il ne fait pas plus. Ainsi enseigne-t-il concrètement à la nation la continuité nécessaire de la politique puisque concrètement sont distinguées les grandes nécessités des contingences et des agents qui y concourent. Ainsi des rapports adultes s'instaurent-ils entre le Gouvernement et le Chef de l'Etat d'une part, entre le pouvoir et l'opinion d'autre part. Car hors du gouvernement quotidien et de la responsabilité précise des nominations et des décisions, le roi peut s'asseoir sous le chêne de Vincennes, être l'évident médiateur. Tout le monde y gagne, le pouvoir en longévité et sécurité, le Gouvernement en simplification de son fonctionnement de nouveau monocéphale, les citoyens qui distinguent désormais ce qui est national de ce qui est politique.

A défaut de restauration monarchique, la tendance présidentielle de notre régime s'accroîtra à chaque mandat nouveau, sous la pression de l'opinion s'en prenant tôt ou tard à celui qu'elle a élu. Au contraire, le roi restauré, la consultation politiquement décisive redevient le renouvellement de l'Assemblée Nationale. Le Parlement retrouve son lustre, le Gouvernement le champ de sa responsabilité. Le référendum réapparaît qui est évidemment la grande prérogative royale et le moment cardinal de faire pression sur le Parlement et/ou le Gouvernement sur une grande question.

Bertrand
FESSARD DE FOUCAULT

Illich à Paris

Un temps, il fut à la mode. Aujourd'hui, il ne l'est plus. C'est dommage. De passage à Paris, Ivan Illich a montré qu'il demeure un extraordinaire questionneur.

Bien peu - moitié moins qu'il y a deux ans - étaient venus le 16 janvier écouter Illich et converser avec lui. Mais qu'importe : la qualité d'une pensée ne se juge pas au nombre de ceux qui y participent. Ivan Illich sait qu'il est moins écouté, moins lu, et toujours mal compris. Son dernier livre «Le genre vernaculaire» a été un échec. Non par manque de pertinence, mais parce qu'il bouleverse trop les idées reçues. Illich n'en continue pas moins d'enseigner - dans une université ailemande - et de réfléchir. Travail souterrain dans lequel il n'est tout de même pas seul. En Allemagne des professeurs de toutes disciplines l'interrogent et font «travailler» ses idées. En France aussi des chercheurs que nous connaissons bien creusent les grandes

questions illichienues : ainsi Jean-Marie Domenach, Jean-Pierre Dupuy, Paul Dumouchel, Goerges-Hubert de Radkowski, Ingmar Granstedt qui se retrouvaient l'autre soir autour de leur ami.

S'adressant à de vieux compagnons, Illich ne fit pas de conférence. Il laissa, devant eux, sa pensée poursuivre son mouvement, sans dire précisément, où il en était. D'où, parfois, une certaine difficulté à suivre ce parcours à travers les siècles et les sujets, sans qu'on en retire pourtant une impression de flou. D'une remarque sur le besoin d'indulgence au 12ème siècle et sur le besoin de transport actuel, d'une longue réflexion sur la culture orale des anciennes sociétés à l'analyse de la télévision comme retour à l'oralité, d'une mise en parallèle de l'in-

vention du concept de travail vers 1850 et de l'apparition du terme «énergie» à la même époque, c'est toujours le même projet qui est poursuivi : penser la modernité, continuer cette histoire de la rareté qu'Illich a déjà esquissée dans ses précédents ouvrages (1). Car la rareté est une invention moderne, qui est au fondement de cette prétendue science économique qui voudrait englober toute la société. Or cette volonté est paradoxale et proprement inhumaine. Pour Illich, pour Radkowski, pour Dupuy et Dumouchel, la «science économique» invente la rareté qu'elle prétend combattre, et met en question l'être humain dont elle dit satisfaire les besoins.

D'où la nécessité d'une recherche «disciplinée, publique, documentée mais explicitement non scientifique». D'où la nécessité d'interroger le passé afin de comprendre le présent-méthode qui est moins simple qu'on ne croit dans une société qui élimine les morts... Comprendre est une tâche difficile après la rupture opérée par la modernité. Comprendre et faire partager cette compréhension risque de devenir impossible bien que nous soyons au siècle de la communication. C'est que les



langues sont en train de s'auto-détruire, comme Illich le montre pour l'allemand : certains des mots qu'il a appris dans sa jeunesse et qu'il utilise dans ses cours ne sont plus compris par ses auditeurs. Il faut donc écrire une langue «post-communication», essayer de parler «post-télévision». Illich n'est vraiment pas à la mode, lui qui refuse, en plus, de passer à la télévision. Ce qui ne l'empêche pas de poser des questions essentielles.

B.R.

(1) Sur quelques aspects de la pensée d'Ivan Illich, Cf «Royaliste» N° 383.

HUMEUR

pitié pour les fesses de montherlant

Ou quand la biographie devient scandaleuse, croustillante et alimentaire.

Promotion de la nullité chez les biographes. Bernanos raconté par Michel Estève, on ferme sans achever. Au ras des pâquerettes mauvais, léger, bernanosiens s'abstenir ! Vite oublié quand surgissent les Lettres retrouvées.

Montherlant lui a fort à faire avec les deux sangsues qui lui colent au derrière. Le ton a été donné par le sinistre Sipriot dans le premier tome de Montherlant sans masque. L'aubaine et le prétexte sont fournis par la correspondance de Montherlant. Excellente matière pour vendre du papier et se faire un nom avec celui d'un autre, et sublime justification déontologique : l'amour de la vérité. Il fallait y penser : Monther-

lant grandi par le déballage de ses fausses gloires et de ses débâcles. Entre les lignes de Montherlant, le lecteur se voit infliger des commentaires insipides geignards voire «cucu» d'un petit compilateur de fiches bristol, touche-à-tout, plutôt touche-pipi, où le vague remplace presque toujours la compétence. Le fou rire vous saisit quand vous lisez par exemple que Nietzsche est un poète romantique, le bleu du ciel... Il ne manque plus que le cui-cui des oiseaux. Nietzsche écolo-dingo ! Ou bien vous découvrirez en Che Guevara le disciple de Montherlant. Pitoyable !

Acte II : enfin Peyrefitte vint. Tous les ans, nous avons droit à

une part du gâteau. Depuis son dernier chagrin d'amour Roger Peyrefitte a juré de ne plus nous émouvoir pour se refaire une trésorerie. Tout y passe : un misérable livre bien commencé sur les mœurs littéraires et achevé du côté de Sodome, obsessions obligées ; un répugnant bouquin style début de siècle, genre histoire de stupre dans les couvents religieux ; et pour finir la «Correspondance de deux faunes»*. Suprême élégance : des notes surabondantes disent et répètent inlassablement les traductions du langage codé pour le lecteur peu fûté. Là aussi précaution théorique : pour comprendre le génie de Montherlant, il est nécessaire et suffisant de connaître l'objet de ses chasses boulevardières ; comme vous assènent aujourd'hui les médiocres lycées, inaptes au commentaire de texte que seule une connaissance de l'auteur, voire une psychanalyse...

Dis-moi qui tu b...

Et la littérature dans tout cela ?

Marc HEDELIN

*Montherlant-Peyrefitte, correspondance.

en
souscription :
55 F (franco)



Olivier Lespès - Une révolution dans le royalisme - 150 pages - Editions «Royaliste», collection Lys-Rouge. CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris. Olivier Lespès, né en 1965, est actuellement en Terminale.

ACTION ROYALISTE

MERCREDIS DE LA N.A.R.

Tous les mercredis, dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - 1er étage), se tient une conférence débat dont l'entrée est libre. Accueil des participants à partir de 19h30. Les conférences commencent à 20 heures. (Fermeture des portes de l'immeuble à 20 h précises). Après la conférence, vers 22 h, une collation est servie pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais pour la collation, 15 F).

Mercredi 1er Février - Arnaud CHAFFANJON, l'un des principaux collaborateurs de «Point de Vue - Images du monde» viendra nous présenter les lettres de voyage du comte de Chambord en Palestine et au Liban dans les années 1860, qu'il a retrouvées et qui viennent d'être publiées.

Mercredi 8 Février - Vladimir RYBAKOV, journaliste à la «Pensée Russe», militant de l'Association pour la Russie Libre. Si on peut s'interroger sur le vouloir vivre de la France, il semble que la question ne se pose pas pour la Russie dont le grand projet impérial se poursuit. Mais cette affirmation ne rencontrera pas forcément l'approbation de notre invité. Un débat intéressant, et des informations rares : Vladimir Rybakov a été soldat dans l'armée soviétique.

Mercredi 15 Février - André GRJEBINE, auteur de «L'état d'urgence». Si la gauche échoue ce sera d'abord pour ne pas avoir

décidé à temps d'une véritable politique industrielle. Pour le moment plusieurs écoles s'affrontent encore au sein même du Parti Socialiste. André Grjebine nous expliquera pourquoi la politique d'austérité ne peut pas réussir et nous donnera ses propositions pour une stratégie économique nouvelle.

Mercredi 22 Février - Pas de conférence en raison des congés scolaires.

RÉUNIONS

● SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Le 4 Février une réunion d'information sera animée par Bertrand RENOUVIN sur le thème : « L'idée royaliste dans la pensée contemporaine ». Cette réunion a lieu à 17 h30 à la Maison des Associations, 1bis rue de la République à Saint-Germain.

● **RENNES** - Bertrand Renouvin sera à Rennes pour une conférence à la Faculté le mercredi 22 février.

● **STRASBOURG** - Réunion d'information avec Bertrand Renouvin le samedi 25 Février. Les personnes désirant recevoir des invitations sont priées de se faire connaître en écrivant au journal.

avez-vous honte de votre journal ?

Cette question peut paraître choquante, voire provocatrice, et pourtant l'examen du bilan chiffré de notre diffusion cette année la rend pertinente.

Pourtant les résultats de l'année 1983 ont été assez satisfaisants, dans la mesure où la légère baisse de diffusion (- 4%) que nous avions constatée en 1982 a été arrêtée et que la courbe des abonnés a repris une pente ascendante.

Un chiffre cependant m'a fait sursauter : 72% de nos abonnés nouveaux ont découvert le journal dans un kiosque par le plus grand des hasards. 72% c'est-à-dire près des trois quarts !

Le courrier reçu de ces nouveaux lecteurs (et dont nous publions de temps à autre des extraits) montre combien la découverte de «Royaliste» a pu agréablement les surprendre et même les enthousiasmer.

Mais alors que font nos lecteurs habituels ? Pourquoi n'est-ce pas essentiellement grâce à eux que se fait la découverte de «Royaliste» ?

Si vous avez la chance de connaître notre journal et de pouvoir le lire, c'est aussi à vous qu'appartient la charge de le faire connaître. Si vous ne le faites pas, nous serons éternellement condamnés à ne pouvoir compter que sur

l'«heureux hasard» d'une découverte pour accroître notre audience.

Pour vous aider dans cette tâche, nous vous offrons un certain nombre de possibilités :

— Les abonnements de propagande. Pour 16 F nous enverrons le journal pendant trois mois à la personne que vous nous aurez indiquée.

— Les abonnements invendus. Pendant 6 mois, nous vous enverrons tous les quinze jours un certain nombre de journaux de la quinzaine précédente que vous pourrez diffuser autour de vous. (Pour 6 mois : 5ex.-36F, 10ex. 63 F).

— Les mini-tracts. Destinés à être mis dans les boîtes aux lettres, ces tracts ont pour but d'aiguiser la curiosité et de susciter des demandes de documentation. (1000 tracts : 20 F franco).

Le bulletin réponse ci-dessous vous permettra de nous montrer que le développement de «Royaliste» ne vous est pas indifférent.

Yvan AUMONT

BULLETIN RÉPONSE POUR LA PROMOTION DU JOURNAL

Nom : Prénom :

Adresse :

/ / souscrit abonnements de propagande à 16 F (liste des bénéficiaires ci-joint)
/ / souscrit un abonnement invendus de / / 5 ex. (36 F) / / 10 ex. (63 F)
/ / commande mini-tracts (20 F pour 1000)

Règlements à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE :

Nouvelles de Mayotte	page 2
Elections européennes	page 3
Quelle politique industrielle ?	page 4
Front économique	page 5
Dialogues des carmelites	pages 6-7
Questions au G. Gallois	page 8
Rétablir le 1er ministre	page 9
Idées : Illich à Paris	page 10
Humeur : Montherlant	page 10
Action royaliste	page 11
Editorial	page 12

Directeur de publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire : 51700
- changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais,
- les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an 145 F, de soutien (300 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

sauve qui peut !

«C'est ici le chemin!» proclamait Pierre Mauroy sur la couverture d'un livre qui ne fit pas grand bruit. Ce titre naïvement emphatique faisait surgir l'image du pèlerin-chef désignant au cher peuple de gauche la direction de la terre promise. Hélas on ne vit rien. Malgré les discours fleuris et les proclamations héroïques, malgré la décision de reconquérir l'opinion, ce ne furent qu'erreurs de parcours échecs et mornes piétinements.

Maintenant c'est pire. Non seulement on n'aperçoit toujours pas la terre promise, mais il n'y a plus de «chemin». Non seulement le «peuple de gauche» est mal à l'aise, mais le peuple tout court est pris de fièvre. Le pouvoir se retrouve seul avec un Parti socialiste dont l'unique fonction est de distribuer des éloges et des blâmes qui n'émouvent personne. Seul parce que le Parti communiste ne peut jouer les chiens de garde. Seul parce que les syndicats ne peuvent accepter des restructurations brouillonnes. Seul parce que l'opinion ne suit pas. Seul en face de la droite qui guette la faute majeure.

CONSTERNATION

Pourtant, au trimestre dernier, le gouvernement avait fait un effort. Il voulait reconquérir son électorat, faire plaisir à son peuple - l'autre, dit de droite, étant, comme d'habitude, totalement négligé. Mais, cancre indécrottable et de surcroît malchanceux, il a échoué même sur ses sujets de prédilection.

Déjà, la loi sur l'enseignement supérieur avait jeté la jeunesse dans la rue et mis les professeurs en colère. Et voici cette réforme manquée frappée par les foudres du Conseil constitutionnel... La conception d'une loi sur la presse semblait d'une facilité enfantine, et bien propre à rallier autour du gouvernement les amis de la justice. Cette bonne intention a abouti à un premier résultat consternant puisque ce texte bâclé a provoqué l'inquiétude et le désarroi jusque dans les rangs de la majorité. Et la question de l'école libre ! Soumis aux pressions contraires de deux groupes d'égale importance, le gouvernement ne cesse d'allumer et d'éteindre la mèche d'une bombe qui le tuerait. N'oublions pas la Corse où plus personne ne contrôle la situation comme on l'a vu, spectaculaire-



par
bertrand
renouvin

ment, à la télévision. Même dans l'affaire dite des «avions renifleurs» le gouvernement ne parvient pas à prendre un avantage durable sur des adversaires pourtant sérieusement étrillés. Et ce ne sont là que les erreurs et les fautes visibles : la place manque pour raconter les intrigues qui risquent de faire avorter les meilleurs projets, et de décourager ceux qui sont prêts à servir une grande politique. Calculer la part de la suffisance partisane, de l'ignorance et de l'inconscience est inutile : le résultat, lamentable, est là.

INCOHERENCE

Lamentable est encore l'adjectif qui convient pour qualifier la situation économique, sociale et morale de notre pays. De bons chiffres, ou de moins mauvais, ne servent qu'aux auto-glorifications passagères. Ils n'effacent pas l'impression de désarroi que l'on retire de la politique économique du gouvernement - ou plutôt de ce qui en tient lieu. Dans l'industrie, il ne s'agit ni de «politique», ni de «stratégie» mais de mesures au coup par coup, adoptées dans la hâte, donc mal préparées et mal appliquées. A peine sorti de l'affaire Talbot, considérée comme «exemplaire» puis comme un contre-exemple, le gouvernement affronte une situation catastrophique dans la sidérurgie, les charbonnages et les chantiers navals. Avec la suffisance qui le il parle de «modernisation» et de «restructurations». Mais il n'a jamais expliqué

clairement dans quel projet d'ensemble s'inscrivaient ces opérations nécessaires, et selon quels plans précis la rénovation des secteurs industriels en question pourrait être accomplie.

Il y a un mois, Edmond Maire dénonçait une politique «secrète, immobile et incohérente». Nous en mesurons aujourd'hui les conséquences. Après les longues hésitations et l'absence de concertation qui ont provoqué les affrontements de Poissy, voici le gouvernement à nouveau pris de court. Pourtant, la crise de la sidérurgie est évidente depuis longtemps. Pourtant, la question des chantiers navals se pose depuis dix ans. Les gouvernements successifs ont préféré attendre, en colmatant les brèches. Nous en sommes maintenant aux expédients, aux astuces verbales, aux promesses dérisoires. On licenciera sans mettre au chômage, on formera sans savoir qui paiera, on réembauchera sans avoir prévu qui s'installera dans les régions touchées.

Voici même, dérision suprême, que l'on se résoud à un protectionnisme que l'on vouait hier aux gémonies. Bien sûr, c'est pour choisir le pire : celui qui se fait sous la pression des manifestants, celui qui frappe un pays pauvre, celui qui ne résoudra rien. Autre chose était de vouloir un rééquilibrage global des échanges, une protection souple et bien conçue. Mais ce gouvernement, faute de comprendre, faute de prévoir, ne sait agir que sous la contrainte des faits et de la rue, comme on le vérifie encore dans l'agriculture où rien n'a été fait pour maîtriser la mécanique perverse de l'Europe agricole.

Il ne s'agit plus de réaliser le «changement», ni même de pratiquer une gestion rigoureuse mais de sauver ce que l'on peut en se raccrochant (autre signe inquiétant) à la vieille mythologie de la gauche. Voici que Pierre Mauroy parle à nouveau des «travailleurs» et de la «classe ouvrière» (1). Comme si la modernisation tant célébrée ne faisait pas éclater ces catégories, par sa violence propre. Qu'il s'agisse de concevoir, d'entreprendre, ou simplement de réagir, ce gouvernement n'est pas à la hauteur. Il est plus que temps d'en changer.

Bertrand RENOUVIN

(1) Dans «Libération» 23 janvier.